



HAL
open science

Éléments sur la genèse de La France périphérique. Introduction

Pierre Bergel, Jean Rivière

► **To cite this version:**

Pierre Bergel, Jean Rivière. Éléments sur la genèse de La France périphérique. Introduction. ESO Travaux et Documents, 2016, Les chercheurs d'ESO face à la "France périphérique", 41. halshs-01576529

HAL Id: halshs-01576529

<https://shs.hal.science/halshs-01576529>

Submitted on 24 Aug 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DOSSIER

LES CHERCHEURS D'ESO ET « LA FRANCE PÉRIPHÉRIQUE »

Éléments sur la genèse de La France périphérique. Introduction
Pierre Bergel, Jean Rivière, p. 7-14

Christophe Guilluy géographe ? Cinq rappels de méthodologie scientifique
Aliette Roux, p. 15-25

Le rural, cet espace périphérique ?
Catherine Laidin, p. 27-34

*À propos de la carte « La France périphérique qui gronde » :
analyse critique et proposition d'enrichissement
de la méthode cartographique standard par la mappographie*
Régis Keerle, p. 35-45

Dépasser le contraste métropoles/périphéries pour analyser les mobilités
Xavier Michel, p. 47-56

Pierre Bergel

ESO CAEN - UMR 6590

CNRS - UNIVERSITÉ CAEN - NORMANDIE

Jean Rivière

ESO NANTES - UMR 6590

CNRS - UNIVERSITÉ DE NANTES

Les articles réunis dans ce dossier sont issus d'une partie des communications présentées à l'occasion d'un séminaire de l'axe 3 de l'UMR, « La construction spatialisée du politique : de l'ordinaire à l'institutionnel ». Ce séminaire s'est tenu à Angers en mars 2016 et invitait les chercheur.e.s d'ESO à discuter l'essai de Christophe Guilluy *La France périphérique – Comment on a sacrifié les classes populaires* (2014). Cette introduction, qui prolonge le propos d'ouverture du séminaire effectué à deux voix¹, souligne la genèse de cette France périphérique à travers les écrits antérieurs de ce géographe-consultant (encadré), puis présente la thèse et l'économie générale de l'ouvrage, dont la compréhension est impensable en dehors du contexte sociopolitique de sa production. L'introduction s'attache ensuite à montrer en quoi cet essai a connu des réceptions médiatiques, politiques et académiques hors-norme, pour mieux souligner en quoi les objets et la posture de l'auteur ne peuvent qu'interpeller la géographie, en particulier la géographie sociale telle qu'elle s'est construite historiquement.

Une position atypique dans le champ

Présenté dans les médias comme géographe (ce qui sous-entend généralement le fait d'occuper une position institutionnelle dans l'enseignement supérieur et la recherche), Christophe Guilluy est titulaire d'une maîtrise de géographie urbaine soutenue à la fin des années 1980 à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il exerce depuis le milieu des années 1990 la profession de consultant auprès des collectivités territoriales, en particulier celles des mondes ruraux et périurbains.

1- Les deux auteurs ne partagent pas une appréciation identique de *La France périphérique*, probablement en raison d'effets de trajectoires sociales, générationnelles et académiques mais aussi en raison de positionnements idéologiques différents (Girard, Rivière, 2014; Bergel, 2015). Nous nous rejoignons toutefois pour souligner les profondes carences méthodologiques de cet ouvrage, très faiblement étayé au plan empirique.

Cette position d'extériorité à l'institution universitaire semble revendiquée par C. Guilluy qui rappelait dans *Libération* qu'il n'était « ni Prof, ni CNRS » et n'avait « jamais passé [sa] thèse », ce qui lui a valu d'être qualifié de « Michel Onfray de la géographie » (16 juin 2014). À l'occasion d'une interview au cours de laquelle le polémiste Éric Zemmour lui reprochait « d'avoir repris les mauvaises habitudes des universitaires qui écrivent avec une espèce de charrue », il répondait non sans mépris : « d'accord j'écris avec une charrue mais les universitaires ne pensent pas » (*Paris Première*, 13 avril 2012).

Il faudrait travailler plus spécifiquement sur la trajectoire de C. Guilluy pour comprendre les raisons de cette rancœur, mais on peut avancer deux hypothèses. La première est qu'il a probablement vécu comme très violentes, les critiques émanant des géographes et sociologues académiques qui ont contesté la validité scientifique de ses thèses. La seconde – qui transparaît clairement dans son dernier pamphlet *Le Crépuscule de la France d'en haut* (Guilluy, 2016) qui frôle parfois la « théorie du complot » (Cordobès, 2016) – est qu'il considère que la plupart des universitaires sont complices des processus qu'ils dénoncent, du fait de leur appartenance ou de leur proximité supposées avec la « classe politique, médiatique et universitaire » (p. 67).

Pour nourrir son schéma binaire, C. Guilluy intègre les universitaires aux gagnants de la mondialisation formés par « la cohabitation de deux bourgeoisies » (p. 42) dont les « catégories supérieures boboisées » (p. 72) et « l'intelligentsia universitaro-médiatique » (p. 67) constitueraient l'aile gauche.

UNE FRANCE PÉRIPHÉRIQUE QUI PUISE SES RACINES DANS DES TRAVAUX ANTÉRIEURS

C'est à propos du centre de Paris, autrement dit aux antipodes de la France périphérique, que C. Guilluy s'est fait connaître des médias hexagonaux. Ce détour par le centre n'a rien d'anodin car il éclaire la conception de la périphérie dont il s'est fait ultérieurement le porte-voix. Dans le contexte de la campagne municipale parisienne de 2001, C. Guilluy publie en effet une tribune dans le quotidien *Libération* où il annonce que les « bobos »² vont jouer un rôle central dans les recompositions politiques de la capitale. La prédiction était fondée puisque la majorité municipale parisienne basculera effectivement à gauche. Un retour réflexif sur l'écriture de cette tribune révèle que C. Guilluy s'est emparé de la catégorie des « bobos » parce qu'il « voulait un terme qui définisse la violence sociale, parce que l'embourgeoisement de ces quartiers populaires, qu'on appelle la gentrification, est une violence sociale », sa volonté de « médiatiser le truc » s'inscrivant dans une perspective de dénonciation des inégalités et des formes de la division sociale de l'espace (Guilluy, cité par De la Porte, 2006 : 517). Dans son dernier essai *Le crépuscule de la France d'en haut*, il a récemment précisé que, « travaillant sur la gentrification des quartiers populaires à la fin des années 1990, [il] cherchait à montrer un conflit de classe sciemment dissimulé par l'utilisation d'un mot neutre tel que « gentrificateurs » » (Guilluy, 2016 : 33)³.

Peu avant ce premier coup médiatique, C. Guilluy publie un premier *Atlas des fractures françaises - Les fractures françaises dans la recomposition sociale et territoriale* (Guilluy, 2000) prolongé d'un remarquable *Atlas des fractures sociales. Les classes moyennes oubliées et précarisées* (Guilluy et Noyé, 2004) paru dans une collection des éditions Autre-

2- Sur cette catégorie problématique, on se permet de renvoyer à des journées d'étude intitulées « D'où viennent les bobos ? Genèse, circulation et usages d'une catégorie de description et d'analyse des espaces urbains » organisées par J.-Y. Authier, A. Collet, C. Giraut, S. Lehman-Fritsch, J. Rivière et S. Tissot (Paris, septembre 2012). Voir notamment, dans l'ouvrage tiré de ces journées à paraître en 2017, le chapitre d'A. Collet et J. Rivière : « Les bobos dans la presse écrite et les essais (2000-2014). Retour sur la politisation d'une catégorie de description du monde social ».

3- On ne discutera pas ici en détail de la pertinence de cette idée, qui constitue pourtant un contresens majeur en matière de lecture du champ des études urbaines. En effet les premiers travaux sur le processus de gentrification ont justement joué un rôle de levier dans l'affirmation d'une géographie radicale (Smith, 1996).

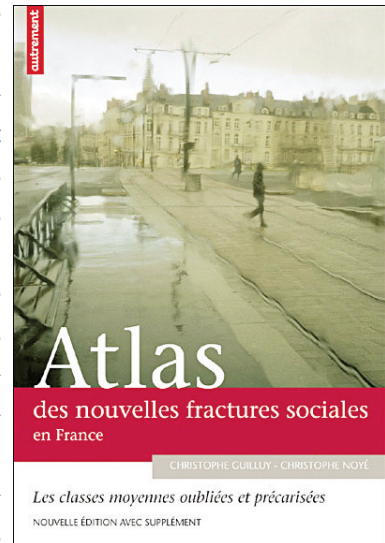
ment, bien connue des géographes. Après une introduction cherchant à tracer « quelles sont les nouvelles fractures sociales », cet atlas se propose d'articuler les « nouvelles dynamiques de la ségrégation urbaine » (partie I) pour montrer comment elles

produisent « les territoires de la relégation » (partie II) dans le cadre d'un schéma théorique proche de celui de la « ville à trois vitesses » forgé autour de J. Donzelot (2004). Nombre des planches, plusieurs des encarts de textes et quelques-unes des références bibliographiques s'appuient en effet sur ce modèle idéal-typique (et simplificateur) qui propose un découpage ternaire de l'espace urbain coïncidant avec un découpage similaire de l'espace social (au sens métaphorique de P. Bourdieu)⁴.

Ce modèle postule la gentrification des centres-villes par les classes supérieures, la relégation des classes populaires dans les quartiers de grands ensembles d'habitat social, et le départ des classes moyennes vers les espaces périurbains⁵. Ainsi, on trouve en germe, dans ces deux premiers ouvrages, les centres d'intérêt ultérieurs de C. Guilluy : la question de la politique de la ville dans des « banlieues » qui accueilleraient les fractions des classes populaires issues de l'immigration bénéficiant, selon l'auteur, de l'essentiel des politiques publiques ; la question de la gentrification des centres des grandes métropoles par les « bobos ». Ces deux processus (et les choix politiques qui les sous-tendent) seraient conjointement responsables de la relégation progressive et silencieuse des classes moyennes dans

4- Le fétichisme spatial qui consiste à considérer l'espace comme un miroir ou une bande enregistreuse des rapports sociaux ne peut être tenu pour pertinent.

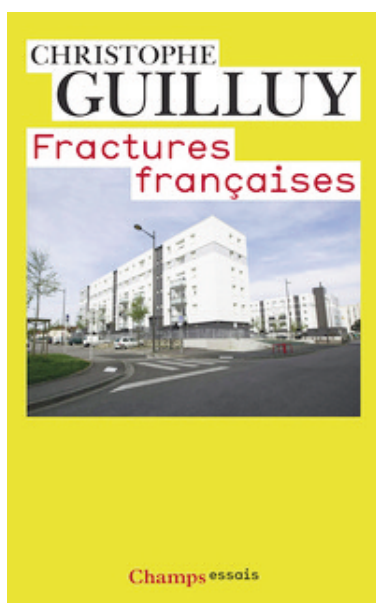
5- À force d'être caricatural, le modèle de la « ville à trois vitesses » en devient erroné. Des études récentes montrent par exemple que, contrairement à ce que supposait ce modèle, beaucoup de centres-villes français, y compris ceux des métropoles, présentent des tendances inquiétantes à la paupérisation (Maurin, Mazery, 2014).



les couronnes périurbaines les plus lointaines et dans les espaces ruraux, progressivement construits par C. Guilluy comme une *France périphérique*.

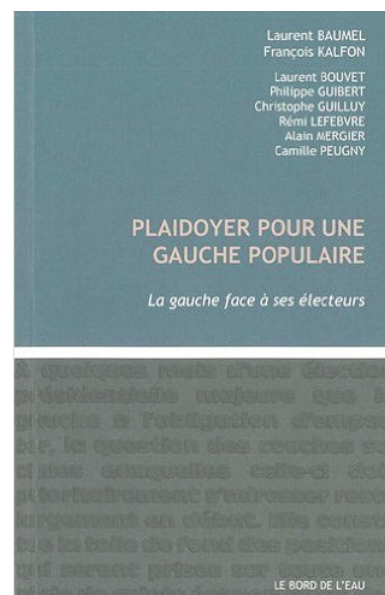
Quelques années plus tard, il précise – si l'on peut dire – le diagnostic dans *Fractures françaises* (Guilluy, 2010) qui dénonce la focalisation des projecteurs médiatiques et des recherches universitaires sur les « banlieues difficiles » depuis trois décennies, contribuant à faire de cette question un véritable « ghetto intellectuel et médiatique » (chapitre I), qui lui permet d'affirmer que « la gauche française [est] dans le ghetto » (chapitre II). Face à ces constats discutables, l'auteur ne propose rien de moins qu'une « leçon de géographie sociale » (p. 18) qui se présente comme « l'autre diagnostic » (chapitre III). Parmi les chapitres suivants, le huitième est d'ailleurs déjà nommé « la France périphérique », tandis que d'autres (chapitres neuf « Vivre ensemble, disent-ils », dix « Vivre ensemble séparés », et onze « Du séparatisme culturel ») s'articulent autour de questions « identitaires » qui annoncent le ton de *La France périphérique*, notamment autour de la promotion du concept « d'insécurité culturelle » qui caractériserait les classes populaires.

Au cours du quinquennat de Nicolas Sarkozy – qui a positionné sa campagne de 2007 sur le créneau d'une « droite décomplexée » (Fourquet, 2008) dont l'objectif consistait à récupérer une partie de l'électorat lepéniste – et alors que les élites du PS préparent une possible alternance, le *think-tank* Terra Nova publie un rapport intitulé



« Gauche: quelle majorité électorale pour 2012 » (Jeanbart, Ferrand, 2011). Un an avant l'échéance présidentielle, cette note stratégique invite à orienter le programme et la campagne socialiste, non pas en direction « de la coalition historique de la gauche centrée

sur la classe ouvrière » mais vers une nouvelle coalition qui serait « plus jeune, plus diverse, plus féminisée, plus diplômée, urbaine et moins catholique » et surtout supposée « progressiste au plan culturel », à l'inverse des classes populaires dont les membres sont dépeints sous les traits de beaufs⁶. Le positionnement politique de cette note au cynisme glaçant a fait l'objet de vives condamnations dans les segments critiques des sciences sociales, dénonçant son « mépris de classe » (Sawicki, 2011), voire son « racisme de classe » (Mauger, 2011). À l'intérieur du PS, elle est suivie d'un *Plaidoyer pour une gauche populaire* (Baumel, Kalfon, 2011), au sommaire duquel on trouve un chapitre où C. Guilluy développe ses thèses – proches de la gauche chevénementiste – et déjà avancées dans *Fractures françaises*. Si la ligne suggérée par Terra Nova devient hégémonique à l'intérieur du PS, dont le candidat remporte le scrutin présidentiel de 2012, C. Guilluy n'en est pas moins omniprésent au cours de cette campagne où il est à la fois reçu par N. Sarkozy et par l'équipe de F. Hollande pour parler de son « livre de gauche qui inspire la droite » (Biseau, 2012).



6- « Mai 1968 a entraîné la gauche politique vers le libéralisme culturel: liberté sexuelle, contraception et avortement, remise en cause de la famille traditionnelle... Ce mouvement sur les questions de société se renforce avec le temps pour s'incarner aujourd'hui dans la tolérance, l'ouverture aux différences, une attitude favorable aux immigrés, à l'islam, à l'homosexualité, la solidarité avec les plus démunis. En parallèle, les ouvriers font le chemin inverse. Le déclin de la classe ouvrière – montée du chômage, précarisation, perte de l'identité collective et de la fierté de classe, difficultés de vie dans certains quartiers – donne lieu à des réactions de repli: contre les immigrés, contre les assistés, contre la perte de valeurs morales et les désordres de la société contemporaine » (Jeanbart, Ferrand, 2011).

LA THÈSE DE L'OUVRAGE ET SON ÉCONOMIE

L'ouvrage *La France périphérique – Comment on a sacrifié les classes populaires* (2014) paraît juste après les élections municipales et européennes de 2014, et avant les Départementales et les Régionales de 2015, autrement dit au milieu d'une séquence électorale ponctuée de scrutins intermédiaires qui sont autant de défaites pour le PS que de succès pour le FN. On tentera ici de présenter la thèse et l'économie de cet ouvrage sans souligner en quoi il nous semble poser problème (d'où l'usage répété des conditionnels pour marquer nos distances)⁷.

L'ouvrage est organisé en sept chapitres qui alternent entre une analyse présentée comme scientifique et un pamphlet politique qui, lui, relève de l'essai.

Dans le chapitre premier, titré « Les classes populaires à l'heure de la mondialisation », l'auteur s'attache à déconstruire la notion de « classe moyenne » issue des années 1960, à laquelle il oppose celle de « classes populaires » (un bloc regroupant les catégories socio-professionnelles « ouvriers » et « employés »), déjà utilisée dans *l'Atlas des nouvelles fractures sociales* (2004). Dans ce chapitre, est également déconstruite la notion d'aire urbaine telle qu'elle a été produite par l'INSEE dans le cadre du Zonage en Aires Urbaines (ZAU), présentée par l'auteur comme « la carte d'état-major des classes dirigeantes » (p. 21).

Dans le chapitre deux (« La France des fragilités sociales »), C. Guilluy construit un « indice synthétique des fragilités sociales » qui constitue le socle empirique central de l'ouvrage, et qui sert à la fois à cartographier et à délimiter *la France périphérique*.

Le chapitre trois, consacré à « La France des métropoles » présente quant à lui ces dernières comme des machines sociales particulièrement adaptées aux deux extrémités de la stratification sociale: les bourgeoisies anciennes ou nouvelles; les migrants et les populations issues de l'immigration. Selon C. Guilluy, les grands ensembles de logements sociaux ne seraient pas des ghettos urbains, contrairement à ce que les politiques de la ville affirment depuis trente ans. Dans la tradition de la première École de Chicago, l'auteur les voit plutôt comme des sas et des points de

7- Ce travail de déconstruction a déjà été entamé par une série d'articles évoqués dans la suite de cette introduction, les contributions de ce dossier poursuivront cette analyse critique.

CHRISTOPHE GUILLUY

LA FRANCE PÉRIPHÉRIQUE



connexion avec l'économie-monde (p. 45-46). En revanche, les héritiers des classes moyennes des Trente Glorieuses, fragilisés par le développement de la précarité et le chômage de masse, seraient évincés du parc de logements des métropoles et

peupleraient de manière croissante la France périphérique. Selon lui, c'est dans cette France que se concentrent les plans sociaux (p. 55), les nouvelles contestations (p. 53) et que pourraient s'inventer de nouvelles alternatives (p. 68). Il n'est donc pas surprenant que ces catégories moyennes déclassées constituent la pointe avancée de la « France périphérique qui gronde » (chapitre IV).

Le chapitre V (« De la bipolarisation à la question identitaire »), le plus long du livre, constitue le noyau de l'argumentation et concentre la charge politique de l'auteur à l'égard du PS. Selon C. Guilluy, les catégories populaires se reconnaîtraient de moins en moins dans le clivage gauche/droite. Outre les oppositions économiques concernant la mondialisation libérale, un autre désaccord s'approfondirait entre des élites prônant l'ouverture migratoire, le droit de vote pour les étrangers aux élections locales et le « mariage pour tous », tandis que les catégories populaires demeureraient rétives à ces changements car elles se référeraient à des normes culturelles et morales traditionnelles⁸. Selon C. Guilluy, l'ensemble des partis de gouvernement auraient intérêt à l'approfondissement d'un tel fossé culturel, bien que leurs discours et leurs programmes proclament volontiers le contraire. La mise en œuvre de valeurs progressistes en matière sociétale nourrirait l'abstention et le vote en faveur d'un FN hostile à toute alliance, ce qui permettrait

8- Ce constat culturaliste est identique à celui de *Terra Nova*, ce que l'auteur reconnaît d'ailleurs: « Les auteurs de la fameuse note de *Terra Nova* l'avaient parfaitement bien identifié. Les catégories supérieures, les minorités, les classes urbaines qualifiées votent souvent à gauche, elles influencent donc mécaniquement tous les programmes et discours de la gauche gouvernementale. Dans ce contexte, comment parler aux « prolos » sans désespérer « boboland » ? » (p. 79).

de fractionner l'électorat et d'empêcher les coalitions de second tour. Le PS, plus rarement l'UMP/LR, pourraient ainsi bénéficier de majorités absolues en termes d'élus alors que leurs scores électoraux sont parfois très faibles. L'épouvantail que constitue le FN permettrait également d'esquiver toute confrontation directe (p. 93), donc tout désaveu brutal, comme celui sorti des urnes à l'issue de la consultation référendaire sur le Traité constitutionnel européen en 2005. En conséquence, les forces qui aspirent à gouverner, que ce soit au niveau national ou aux échelles plus locales, auraient intérêt à ethniciser les questions politiques (p. 96), utilisant en sous-main les idées d'un FN qu'elles disent pourtant combattre.

Après cette charge polémique, le chapitre VI (« La fin de la mobilité ou le retour du sédentaire ») en revient à des questions plus classiques en géographie. L'auteur rappelle que chaque Français parcourt 25 km pour ses déplacements quotidiens, ces parcours s'élevant à 35 km pour les actifs (p. 116). Malgré cela, C. Guilluy évoque la progressive sédentarisation des catégories populaires, parce que le coût de la mobilité leur est de plus en plus élevé. Pour l'auteur, la sédentarité imposée peut toutefois être vue comme une sorte d'aubaine, dans le sens où elle permettrait d'inventer une contre-société relocalisée et néovillageoise. Cette idée est développée dans le septième et dernier chapitre de l'ouvrage intitulé « Le village », où C. Guilluy utilise notamment le concept de « capital d'autochtonie » (Retière, 2003) pour en faire la richesse des pauvres. Ce « retour au bled » (p. 132) concernerait l'ensemble des catégories populaires « qu'elles soient d'origine française ou immigrée » (p. 132), dans la mesure où une telle relocalisation permettrait de conjurer la fameuse « insécurité culturelle ». Cette notion, ainsi que le rappelle l'auteur (p. 153), n'aurait donc pas la connotation raciste que certains ont voulu lui prêter.

Dans ce chapitre, sont finalement dessinés les « contours de trois ensembles socioculturels » (p. 163) dont C. Guilluy précise qu'ils sont « très schématiques ». Ces trois ensembles empruntent toujours au modèle de la ville à trois vitesses mais s'en distancient notablement : « La France périphérique et populaire: les catégories populaires d'origine française et d'immigration ancienne » (p. 164); « Banlieues ethnicisées, des valeurs traditionnelles au cœur de la mondialisation libérale » (p. 166); « Métropoles mondialisées et gentrifiées, le modèle libéral de la société ouverte » (p. 168).

UNE RÉCEPTION HORS-NORME POUR LA GÉOGRAPHIE (ET LES SCIENCES SOCIALES)

Par rapport à la réception dont bénéficient les ouvrages de sciences sociales, l'essai *La France périphérique* a connu un écho médiatique exceptionnel⁹. Au cours du mois de septembre 2014 et sans surprise au regard de la proximité avec sa ligne éditoriale, *Marianne* publie les « bonnes feuilles » de l'ouvrage, tandis que *Le Figaro*, *Le Nouvel Obs*, ou *France Culture* s'empressent de solliciter C. Guilluy pour des entretiens. *Libération* lui consacre même sa Une dans le cadre d'un dossier spécial alternant analyses critiques¹⁰ et éditorial ambivalent, ceci au lendemain d'un discours important du Premier Ministre M. Valls devant l'Assemblée Nationale, dont on aurait pu penser qu'il occuperait le devant de la scène médiatique¹¹. « Circulation circulaire de l'information » aidant (Bourdieu, 1996), les semaines suivantes confirment l'engouement médiatique¹² ainsi que l'appétit du monde politique pour les thèses de C. Guilluy, lues de la « gauche populaire » du PS jusqu'au FN, en passant par l'UMP. Il faut dire que l'écriture de l'ouvrage le rend aisément accessible, en ce qu'elle est fondée sur des exemples séduisants qui semblent, au premier abord, faire sens pour le lecteur non-académique. Or, comme le rappelait le sociologue P. Bourdieu, le travail des sciences sociales consiste justement à tenter de rompre avec le sens commun.

La réception académique de l'ouvrage, tout aussi importante, a donc été beaucoup plus critique. Au-delà des mises en cause portant sur le faible socle empirique, les critiques se sont concentrées sur l'usage de la notion de « fractures » (Vanier, 2013; Jaillet, Vanier, 2015) ou sur la « géographie inquiète de la

9- Voir la note de veille du site *Géococonfluences*, publiée quelques semaines après la sortie de l'ouvrage : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/veille/la-france-peripherique-debat-autour-d2019un-livre>

10- C'est dans ce cadre que l'un de nous a été sollicité par *Libération* pour proposer un court point de vue critique sur l'ouvrage (Girard, Rivière, 2014).

11- Les deux événements sont toutefois liés, dans la mesure où l'éditeur de *La France périphérique* a révélé que le cabinet de M. Valls avait demandé de lui faire parvenir d'urgence deux exemplaires de l'ouvrage en pleine rédaction de son discours de politique générale, discours dont le texte comprend plusieurs allusions aux thèses de C. Guilluy (Andrieu, Lévy, 2014).

12- Il faut dire aussi qu'au regard des codes de fonctionnement du champ politico-médiatique, les thèses de *La France périphérique* sont plus audibles que les analyses de sciences sociales insistant sur la nuance des diagnostics au regard des trajectoires sociales, des parcours résidentiels des groupes sociaux, et des contextes locaux où ces groupes s'inscrivent.



France » (Alexandre, 2016)¹³, l'ouvrage érigeant « une France contre l'autre » (Charmes, 2014). Parallèlement, les fondements idéologiques de la notion « d'insécurité culturelle » utilisée par C. Guilluy comme sésame explicatif ont été déconstruits¹⁴. Cette notion s'appuie en effet sur une vision de la société française caractérisée par des formes de spatialisme, d'essentialisme et de culturalisme (Ginrac, Mekdjian, 2014 ; Ginrac, 2016).

Plus largement, d'autres articles ont tenté de montrer en quoi le travail de C. Guilluy constituait une pièce d'un puzzle plus vaste, en participant d'un « coup de force géographico-idéologique » (Bréville, Rimbart, 2015) qui s'inscrit dans le cadre de la montée en puissance d'une vision néoconservatrice de l'espace social français (Corcuff, 2014). Plus rares, quelques articles sont toutefois plus nuancés et trouvent quelque mérite aux travaux de C. Guilluy (Bergel, 2015).

13- On peut en effet faire l'hypothèse que les débats suscités par les travaux de C. Guilluy qui questionnent « le récit national autour de l'espace français » (Alexandre, 2016) ont participé à la genèse de la nouvelle question du CAPES d'Histoire-Géographie sur « La France des marges ».

14- Autour de cette « notion », voir plus largement *Les pièges de l'identité culturelle* (Meyran, Rasplus, 2014).

DES MOTS ET UNE POSTURE QUI INTERPELLENT LA GÉOGRAPHIE SOCIALE

C. Guilluy entend dresser une « nouvelle géographie sociale des villes » (Guilluy, Noyé, 2004 : 22-23), voire dispenser une « leçon de géographie sociale » (Guilluy, 2010 : 18), de sorte qu'il semble avoir acquis aux yeux des grands médias une sorte de monopole sur le label « géographie sociale ». Cette hyper-visibilité médiatique questionne en creux la faible place que les géographes académiques – y compris celles et ceux d'ESO – prennent dans ces mêmes débats publics¹⁵. Les thématiques mobilisées par C. Guilluy (ségrégation, mixité, relégation, précarisation, expressions électorales, enjeux identitaires) interrogent pourtant une géographie sociale qui s'est historiquement construite comme une géographie des questions sociales (au sens de « problèmes sociaux ») et des comportements sociaux (au premier rang desquels les comportements électoraux ou religieux). Le fait que l'auteur se considère comme le porteur des catégories dominées fait par ailleurs écho à la posture initiale de la géographie sociale, qui se présentait comme une géographie « militante » résolue à dénoncer et à combattre les inégalités.

C'est à partir de ces fils conducteurs que les chercheurs d'ESO ont été invités à contribuer au travail de déconstruction théorique et méthodologique de *La France périphérique*, ou à discuter des thèses de l'ouvrage à l'aune de leurs propres travaux empiriques. Ce dossier thématique propose des contributions à ces deux approches.

Un premier binôme d'articles s'attache à déconstruire les deux cartes centrales de l'ouvrage – qui constituent la base empirique supportant l'ensemble de l'édifice – ainsi que les discours interprétatifs que C. Guilluy en tire. En présentant minutieusement leurs contours et en cartographiant une à une les variables ayant servi à bâtir « l'indicateur de fragilité » cartographié par l'auteur, **Alette Roux** souligne à la fois la redondance de ces variables (autrement dit leur autocorrélation) et la partialité des choix qui conduisent à un certain nombre d'ar-

15- Notant que ces débats s'étaient accélérés suite aux représentations cartographiques des résultats du scrutin présidentiel de 2002, F. Alexandre a ainsi relevé que « les géographes universitaires sont peu présents dans cette liste [des géographes actifs dans ces débats publics] où l'on retrouve notamment le démographe Hervé Le Bras et l'anthropologue Emmanuel Todd, l'économiste Laurent Davezie et le géographe consultant Christophe Guilluy » (2016 : 44).

tefacts statistiques affaiblissant fortement les interprétations. Indirectement, son texte questionne aussi les orientations méthodologiques d'ESO, marquées par un faible recours aux techniques quantitatives de traitement des données spatialisées, pourtant indispensables à la mesure de la géographie des inégalités, faisant écho aux réflexions sur l'importance « de la mesure en géographie sociale » (Guermond, Lajoie, 1999).

Déclinant pour la géographie (ou plus exactement pour la cartographie, soit la technique fondatrice en matière d'identité de la discipline) les réflexions sur les logiques interprétatives dans l'activité scientifique (Lahire, 1996), le texte de **Régis Keerle** revient quant à lui sur les opérations intellectuelles d'interprétation opérées par C. Guilluy à partir de la carte de « La France périphérique qui gronde ». Il présente les choix sémiologiques ayant présidé à sa construction, avant d'argumenter pour une approche alternative fondée sur la « mappographie » (Nicolas, 2001) qui permettrait de mieux maîtriser les allers-retours interprétatifs entre la carte et ce que lui fait dire l'auteur dans le texte d'accompagnement. Ces deux articles de discussion méthodologique nous semblent d'autant plus importants que le statut d'icône médiatique de la carte contribue à expliquer la réception que *La France périphérique* a connu au-delà des seuls cercles académiques, et que « c'est désormais à travers la représentation cartographique que la polémique arrive et que le débat public s'empare des sciences sociales » (Confavreux, 2015).

Les articles de **Catherine Laidin** et de **Xavier Michel** forment le second binôme et interrogent les rapports entre les catégories d'espaces et le couple mobilité/sédentarité¹⁶, présent en filigrane dans plusieurs chapitres de *La France périphérique*. Ces deux textes sont, en outre, construits selon une logique identique, qui consiste à mobiliser une notion présente dans l'ouvrage – le « rural » pour Catherine Laidin, la « mobilité » pour Xavier Michel – pour en critiquer l'usage fait par C. Guilluy avant de mobiliser des travaux exemplaires (tantôt leurs propres recherches empiriques, tantôt des recherches qui font référence) pour invalider l'idée d'un monde rural nécessairement périphérique

(C. Laidin) ou les idées reçues en matière de mobilité des habitants des différents types d'espaces géographiques (X. Michel). Ce dernier propose ainsi de revenir sur la représentation d'une France périphérique qui serait par définition sédentaire, face à une France des métropoles qui serait mobile. Cela le conduit à distinguer les types de mobilités en fonction des groupes sociaux, les types de mouvements (résidentiels, de loisirs, etc.), mais aussi en prenant en compte l'inégale capacité des individus ou des groupes sociaux à organiser et à maîtriser ces mobilités, faisant écho à des questionnements théoriques anciens sur les objets de la géographie (Piolle, 1991). Après une discussion sur la notion de périphérie dans la littérature scientifique et les zonages institutionnels (notamment le ZAU de l'INSEE), Catherine Laidin s'attache quant à elle à souligner l'impossibilité de penser le rural au singulier, en montrant l'hétérogénéité sociale et politique des groupes qui vivent dans les mondes ruraux. Ce faisant, elle s'appuie sur une équipe de sociologues dijonnais (Nicolas Renahy, Julian Mischi, Gilles Laferté) dont les approches ethnographiques soulignent l'importance de penser les positions et les trajectoires professionnelles, sociales et politiques dans leurs contextes géographiques de production, traçant ainsi des ponts entre la géographie sociale et une sociologie attentive à la dimension spatiale de ses objets.

Au-delà de *La France périphérique*, ouvrage passé au crible de ce dossier, ces ponts interdisciplinaires sont, de notre point de vue, autant de chantiers pour les chercheurs.e.s d'ESO.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Alexandre F., 2016, « chapitre I. Les marges et le récit national autour de l'espace français », in É. Grébillon, F. Alexandre, B. Sajaloli, *La France des marges*, Armand Colin, pp. 32-48.
- Andrieu G., Lévy E., 2014, « La gauche s'ouvre à Guilluy... pour mieux remettre ses œillères? », *Marianne*, 17 septembre.
- Baumel L., Kalfon P. (dir.), 2011, *Plaidoyer pour une gauche populaire: la gauche face à ses électeurs*, Lormont: Éditions du Bord de l'eau.
- Bergel P., 2015, « Eux et nous », *Nouvelle Quinzaine Littéraire*, n° 1126, pp. 19-20.

16- Plus largement, cette question renvoie à celle de « la dimension spatiale des ressources sociales » (Ripoll, Tissot, 2010) qui a fait l'objet d'un numéro de *Regards Sociologiques* centré sur le couple « Mobilité/autochtonie », très proche de celui abordé ici.

- Biseau G., 2012, « Le livre de gauche qui inspire la droite », *Libération*, 30 mars.
- Bréville B., Rimbart P., 2015, « Une gauche assise à la droite du peuple. De Terra Nova à Christophe Guilluy, recompositions idéologiques autour des fractures territoriales », *Le Monde Diplomatique*, mars, pp. 8-9.
- Charmes É., 2014, « Une France contre l'autre ? », *La Vie des idées*, 5 novembre, [en ligne], <http://www.lavie-desidees.fr/Une-France-contre-l-autre.html>
- Confavreux J., 2015, « La carte, le territoire et la politique », *Mediapart*, 13 septembre, [en ligne], <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/130915/la-carte-le-territoire-et-la-politique?onglet=full>
- Corcuff P., 2014, « Christophe Guilluy et Laurent Joffrin : des 'néocons' de gauche », *Rue 89*, <http://rue89.nouvelobs.com/2014/12/08/christophe-guilluy-laurent-joffrin-neocons-gauche-256452>
- Cordobès S., 2016, « Crépuscule de la France d'en haut ou des idées ? », *Blog Prospective urbaine*. Une chronique du monde urbain et de sa fabrique, 18 octobre, [en ligne], <http://prosurbaine.fr/crepuscule-de-la-france-d-en-haut/>
- De la Porte X., 2006, « « Bobos » et « travailleurs pauvres ». Petits arrangements de la presse avec le monde social », in S. Beaud, J. Confavreux, J. Lindgaard (dir.), *La France invisible*, La Découverte, pp. 509-519.
- Donzelot J., 2004, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, n° 303, pp. 14-39.
- Fourquet J., 2008, « L'érosion électorale du lepénisme », in Pascal Perrineau (dir.), *Le vote de rupture. Les élections présidentielles et législatives d'avril-juin 2007*, Paris : Presses de Science-Po, pp. 213-234.
- Gintrac C., 2016, « Encadré : La « France périphérique » selon Christophe Guilluy », in É. Grésillon, F. Alexandre, B. Sajaloli, *La France des marges*, Paris, Colin, pp. 48-51.
- Gintrac C., Mekdjian S., 2014, « Le peuple et la « France périphérique » : la géographie au service d'une version culturaliste et essentialisée des classes populaires », *Espaces et sociétés*, n° 156-157, pp. 233-239.
- Girard V., Rivière J., 2014, « À propos de La France périphérique de C. Guilluy – Interview par Charlotte Rotman », *Libération*, 16 septembre.
- Guermond Y., Lajoie G., 1999, « De la mesure en géographie sociale », *L'Espace géographique*, vol. 28, n° 1, pp. 84-90.
- Guilluy C., 2016, *Le Crépuscule de la France d'en haut*, Paris : Flammarion.
- Guilluy C., 2014, *La France périphérique – Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris : Flammarion.
- Guilluy C., 2010, *Fractures françaises*, François Bourin Éditeur.
- Guilluy C., 2000, *Atlas des fractures françaises - Les fractures françaises dans la recomposition sociale et territoriale*, Paris : L'Harmattan.
- Guilluy C., Noyé C., 2004, *Atlas des fractures sociales. Les classes moyennes oubliées et précarisées*, Paris : Autrement.
- Jaillet M.-C., Vanier M., 2015, « Ce que le discours de la fracture signifie », *Urbanisme*, n° 399, pp. 32-37.
- Jeanbart B., Ferrand O., Prudent R., 2011, *Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? Rapport de Terra Nova* <http://tnova.fr/rapports/gauche-quelle-majorite-electorale-pour-2012>
- Lahire B., 1996, « Risquer l'interprétation : pertinences interprétatives et surinterprétations en sciences sociales », *Enquête*, n° 3, [en ligne], <http://enquete.revues.org/document373.html>
- Mauger G., 2011, « Racisme de classe », *Savoir/Agir*, n° 17, pp. 101-105.
- Maurin L., Mazery V., 2014, « Les taux de pauvreté des 100 plus grandes communes de France », *Compas études*, n° 11, 4 p.
- Meyran, Rasplus V., 2014, *Les pièges de l'identité culturelle*, Paris : Berg International.
- Nicolas G., 2001, « Mapped et carte. Langage cartographique, langage géographique et connaissance », in J. Lévy (dir.), *Jeu de cartes, nouvelle donne. Cartographier aujourd'hui les espaces d'aujourd'hui*, Rapport de recherche DATAR, pp. 88-103.
- Piolle X., 1991, « Mobilité, identités, territoires », *Revue de Géographie de Lyon*, n° 3, pp. 149-154.
- Retière J.-N., 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol. 16, n° 63, pp. 121-143.
- Ripoll F., Tissot S., 2010, « La dimension spatiale des ressources sociales », *Regards Sociologiques*, n° 40, pp. 5-7.
- Sawicki F., 2011, « Le prolo, l'expert et le mépris de classe », *Libération*, 10 juin.
- Smith N., 1996, *The New Urban Frontier. Gentrification and the revanchist city*, London : Routledge.
- Vanier M., 2013, « A quoi sert le discours de la fracture ? », *Urbanisme*, n° 395, [en ligne], <https://www.urbanisme.fr/une-nouvelle-geographie-de-l-exclusion/debats-391/98>